

L'Étincelle



PSA Poissy

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

Lundi 29 février 2016

La loi Travail, dégage !

Leurs attaques contre les travailleurs, à nous tous de les faire remballer !

La loi Travail de Myriam El Khomri, c'est la réforme du Code du travail que réclamaient depuis très longtemps le Medef et les manitous du CAC 40. Sarkozy et Chirac n'avaient pas osé exaucer leurs vœux, mais Hollande et Valls, si !

Leur réforme, c'est d'abord rendre les licenciements moins chers et plus faciles pour les patrons. C'est remettre en cause la réglementation du temps de travail, avec des journées de 12 heures, des semaines de 60 heures et rendre la modulation possible sur trois ans. C'est permettre aux patrons de payer des heures supplémentaires à 10 %. C'est faire sauter les limitations au temps de travail des apprentis. C'est permettre la remise en cause des jours de congé en cas de décès d'un proche.

Et bien d'autres attaques. La liste est longue.

Le gouvernement veut des « accords d'entreprise » pour mieux permettre aux patrons de se passer des règles du droit du travail pour tous, et de nous imposer des reculs sur nos conditions de vie, de travail et de salaire. Quant à ce qu'ils appellent le « dialogue social », c'est uniquement le chantage patronal pour domestiquer les syndicats et obtenir leur signature.

Cette loi s'ajoute à tous les mauvais coups contre les travailleurs de tous les secteurs, du privé comme du public : hospitaliers, cheminots, postiers, enseignants, salariés de l'automobile, de la chimie, des transports... Sans oublier les menaces qui pèsent sur l'assurance chômage.

Ça suffit !

Il faut faire remballer sa loi Travail au gouvernement des patrons ! Le plus vite sera le mieux.

En fin de semaine dernière, plus de 700 000 personnes avaient déjà signé une pétition sur Internet. Sur les réseaux sociaux, de nombreux internautes diffusent leur indignation face à ce projet scélérat, en décortiquent les articles. Ils contrent les mensonges du gouvernement. Mais pas seulement. Ils appellent à lutter.

« La lutte contre cette loi, doit être le début d'une lutte contre le système tout entier », pointe même un Youtubeur (de #OnVautMieuxQueCa). Il a raison, mille fois raison.

Le 9 mars, tous ensemble, le coup d'envoi

La date du mercredi 9 mars pour descendre dans les rues dans tout le pays a été lancée. Elle a été reprise par des organisations de jeunes, par des syndicats, elle se propage sur les réseaux sociaux. C'est une première occasion, il faut la saisir. Dans la panique, Valls a annoncé que la présentation du projet de loi au conseil des ministres serait reportée de 15 jours, tout en disant que ça ne changerait rien. Donc pas d'hésitation, maintenons cette date de mobilisation.

Retrouvons-nous en assemblées générales, en grève, rejoignons les jeunes et nos collègues des autres secteurs dans la rue. Quand la base s'exprime et s'organise, c'est le meilleur moyen de lancer la lame de fond et de se donner les moyens de gagner.

On a vu les agriculteurs, les opposants au projet de Notre-Dame-des-Landes, les taxis, se faire entendre ces derniers jours. Au monde du travail aussi de se faire entendre, fermement, massivement.

Mobilisés tous ensemble, nous sommes bien plus puissants que la poignée de grands patrons à qui ce gouvernement obéit. Faisons du 9 mars une première démonstration de notre force, et un début du cauchemar pour le gouvernement du Medef.

Les directions des confédérations syndicales se sont réunies la semaine dernière... pour décider de se revoir le 3 mars. Elles pleurent après le « dialogue social », elles hésitent, elles tergiversent. Face à l'ampleur des enjeux, c'est dérisoire. Cette semaine, vu l'indignation et les préparatifs de la base, suivront-elles le mouvement ? En tout cas, avec ou sans les directions syndicales, il est plus que temps d'entrer dans la lutte. Un nouvel épisode peut s'annoncer, où les craintes vont changer de camp.

***Le 9 mars, tous dans les rues !
Retrait de la loi Travail !***

Prime en (cha)peau de chagrin

La direction PSA a fait sa semaine de « communication » en annonçant sur tous les médias une prime de 2 000 €. Mais ceux-ci n'ont pas dit que c'était du brut et en moyenne. Pour la plupart des ouvriers ça va faire autour de 1 600 € nets, à quoi il faut retirer une prime d'environ 450 €, issue de la réforme du système de « retraite chapeau », déjà promise en décembre dernier.

Ces primes n'ont jamais rattrapé nos baisses réelles de salaires, encore moins aujourd'hui.

On fait quoi avec ça ?

La direction veut fixer une augmentation générale de 0,6 % (8 € nets minimum). Après 3 ans de gel et donc une baisse constante de salaires réels à coups d'inflation, c'est ça qu'elle veut nous faire avaler ?

0,6 % cela va faire $8 \text{ €} \times 13 \text{ mois} = 104 \text{ €}$ de plus sur le salaire annuel. C'est comme si la direction nous avait donné 2 € en plus chaque mois depuis 2013.

C'est quand même très proche de 0

Et c'est 0 % d'augmentation pour les techniciens, il n'y a aura que de l'augmentation individuelle à la « gueule du client ». Cela préfigure ce qui va nous arrivé à nous les ouvriers. Surtout que les primes exceptionnelles dont se gargarise PSA peuvent retomber à 164 € comme en 2014, voire à 26 € comme en 2010.

Plus ils gagnent, plus nous perdons

Avec 1,2 milliard de profits, Tavares affirme maintenant que « le groupe a les moyens de financer son avenir ». Nous, c'est tout le contraire, on a de moins en moins les moyens. Une augmentation générale, pour nous, c'est pas en dessous de 300 € mensuels !

Les grands « démocrates » du B2

Au Bout d'usine, B2, équipe 22, lors des entretiens individuels un chef a expliqué à certains qu'ils n'auraient pas d'augmentation parce que la direction du BTU les accuse d'avoir signé des pétitions CGT. En gros : tu as des droits mais si tu les exerces gare à toi. Rappelons que la discrimination syndicale est illégale, qu'on n'est pas encore en dictature, qu'on a donc le droit de signer des pétitions et de se mettre en grève... ce que la direction apprendra à ses frais.

Camion fantôme... comme l'organisation

Mardi dernier, Montage B2, MV4, équipe 12, le camion chargé de livrer les banquettes et sièges n'est pas arrivé. La chaîne s'est arrêtée. Une cinquantaine de véhicules sont partis à la Retouche sans sièges. Le sous-traitant et PSA se rejettent la faute... mais qui

que soit le patron fautif, ils se mettent toujours d'accord pour que les salariés payent et rattrapent leurs fautes. Qu'ils fassent eux-mêmes les retouches !

Appellation d'Origine Incontrôlée

À PSA Caen, les maintenanciers vont désormais s'appeler PSP, « Pilotes de Système de Production ». Avec un nom pareil, on pourrait s'attendre à un doublement de la paye. Mais loin d'une promotion, il s'agit d'ajouter à la charge de travail des tâches jusque-là réalisées par les opérateurs... et de supprimer des postes.

À PSA Poissy aussi la maintenance est dans le collimateur. Partout, nous devons imposer de maintenir la maintenance.

Pour ne pas être « out of the race »

Les informaticiens de la DSIN menacés d'externalisation continuent de se mobiliser sur tous les sites. Ils étaient à nouveau 110 avec leurs collègues en grève à Rennes jeudi dernier. Il n'y a pas une seule activité à PSA qui ne soit pas menacée d'externalisation. Leur lutte nous concerne tous, si on ne se bat pas tous ensemble, il n'y aura bientôt plus que Tavares qui sera salarié du groupe.

« Push to pass »

Après « Back in the race », « Push to pass » c'est le nouveau nom du plan de redressement du groupe. « Pousser pour passer ». Ça a le mérite d'être cyniquement clair : « dégager les salariés pour booster les profits ».

NCS II : compétition des fous du volant

PSA veut lancer un nouveau Nouveau Contrat Social, l'accord de Compétitivité maison dès 2016. Renault aussi. Après 2,9 milliards de profits et 5 000 emplois détruits depuis 2013, la direction de Renault jubile et son PDG Carlos Ghosn affirme : « J'ai déjà pris contact personnellement avec l'ensemble des leaders syndicaux (...) en disant : nous avons la ferme intention de recommencer ». Jusqu'à 2019 au moins, pour détruire encore quelques milliers d'emplois. C'est ce qui nous attend à Renault comme à PSA.

Arrêter ces malades mentaux est une mesure de salut public.

Une justice trop polie pour être honnête

Après avoir passé 19 heures en garde à vue, un syndicaliste CGT, retraité de chez PSA, a été condamné à 250 € d'amende et 500 € avec sursis.

Lors d'une manifestation organisée suite à la visite du Premier ministre à Mulhouse, il lui aurait dit « Valls je t'emmerde » !

On frémit à la peine que la « justice » lui aurait infligée s'il avait osé dire « Casse-toi pauvre con » !